

*L'Argentine dénonce des intérêts
idéologiques étrangers dans la
persécution de Cristina
Fernandez*



Santiago Cafiero, canceller de Argentina.

La Havane, 27 août (RHC) Le ministre argentin des Affaires étrangères, Santiago Cafiero, a dénoncé vendredi les intérêts idéologiques étrangers dans la persécution judiciaire de la vice-présidente Cristina Fernández.

Sur Twitter, le chef de la diplomatie argentine reproduit des déclarations du sénateur étasunien Ted Cruz et d'Eduardo Bolsonaro, homme politique et fils du président brésilien Jair Bolsonaro. Tous deux s'en sont pris à l'ancienne cheffe d'État.

"L'un est plus ignorant que l'autre, mais il y a quelque chose qu'ils mettent en évidence: la persécution judiciaire de Cristina Fernández est motivée par des intérêts idéologiques nés hors d'Argentine. Prenons soin de notre démocratie. Tout cela avec Cristina", a écrit Santiago Cafiero.

Ted Cruz a accusé la vice-présidente de "convulser les institutions argentines et de saper les intérêts nord-américains dans ce pays et dans la région".

Il a également envoyé une lettre au secrétaire d'État Anthony Blinken pour demander que des sanctions soient appliquées à l'encontre de Mme Fernández et de sa famille pour corruption présumée.

Le fils de Bolsonaro a partagé les déclarations de Cruz sur Twitter et lui a exprimé son soutien.

Des journaux argentins, comme Página 12, ont qualifié les déclarations des deux hommes politiques d'"ingérence ouverte dans les affaires intérieures de l'Argentine, à la limite de la transgression du principe de non-intervention qui régit le droit international".

Des membres de partis politiques, de syndicats et d'organisations sociales de différentes régions du pays continuent de se mobiliser aujourd'hui pour soutenir Cristina Fernández face à la persécution politique, médiatique et judiciaire dont elle fait l'objet.

Lors de la dernière audience de mise en accusation dans l'affaire Vialidad, le procureur Diego Luciani a demandé une peine de 12 ans de prison pour Cristina Fernández, qui est également la présidente du Sénat, et sa déchéance perpétuelle de toute fonction publique pour des irrégularités présumées dans l'attribution de 51 travaux dans la province de Santa Cruz entre 2003 et 2015.

Lors d'une apparition télévisée, l'ancienne présidente a démontré les liens illicites entre des hommes d'affaires, des fonctionnaires, des juges, des procureurs et l'ancien président Mauricio Macri et dénoncé le manque de preuves à son encontre, ainsi que les violations commises lors du procès.

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/297663-largentine-denonce-des-interets-ideologiques-etranagers-dans-la-persecution-de-cristina-fernandez>



Radio Habana Cuba